

6 Société et Culture

Fonction publique/Mise sous bons de caisse des agents de l'Etat
Voici venue l'étape du paiement



Photo : Frédéric Serge Long

Des agents publics attendant leur tour devant les guichets automatiques d'une banque.

Frédéric Serge LONG
 Libreville/Gabon

La mesure gouvernementale visant à mieux maîtriser la masse salariale est pleinement entrée dans sa phase de mise en œuvre depuis hier, 25 juillet 2018, donnant ainsi l'occasion aux fonctionnaires d'entrer en possession de leurs soldes. Hormis des longues files d'attente devant les points de paiement, comme c'est généralement le cas le 25 de chaque mois, les opérations se sont déroulées sans accroc majeur.

ANNONCEE en Conseil des ministres du 21 juin dernier, puis expliquée en profondeur par plusieurs acteurs de la vie publique gabonaise, entre autres, le porte-parole de la présidence de la République, Ike Nguoni Aila Oyouomi, et le ministre de la Fonction publique et de la Modernisation du service public, Ali Akbar Onanga Y'Obegué, la mise sous bons de caisse des fonctionnaires est pleinement entrée dans sa phase de mise en œuvre depuis hier, 25 juillet 2018. Ce, après l'étape du recensement des agents publics, du 17



Photo : Frédéric Serge Long

Des fonctionnaires échangeant entre eux pour "tromper l'attente".

au 24 juillet dernier, et qui n'a concerné que ceux de la province de l'Estuaire. En effet, ils étaient plusieurs à s'être présentés devant les points de paiement de Libreville et les distributeurs automatiques pour entrer en possession de leurs soldes. 50 000 agents de l'Etat sont visés par cette mesure gouvernementale dont l'objectif est de mieux maîtriser la masse salariale et d'assainir les finances publiques. Hormis les longues files d'attente, hier, devant les guichets des banques, comme c'est généralement le cas le 25 de chaque

mois, les opérations de paiement se sont déroulées aisément. De l'UGB-Mbolo à l'agence du centre-ville, en passant par les points Bicig, Ecobank, Postebank ou la Trésorerie générale, les fonctionnaires étaient nombreux au rendez-vous mensuel du 25, chacun d'eux attendant patiemment son tour, sous la direction des agents de sécurité postés çà et là, pour passer à la caisse. Arrivée, par exemple, sur le site UGB-Mbolo à 8 heures, Agathe K., en service au ministère de la Promotion des investissements et des



Photo : LI

Une file inhabituelle devant l'agence Ecobank du centre-ville. Photo de droite : L'affluence ici à l'entrée de l'UGB-Mbolo, comme lors des autres 25 du mois.



Photo : Frédéric Serge Long

Partenariats publics-privés, était ravie d'entrer en possession de son salaire. Rien à déplorer, confie-t-elle. "J'ai eu des appréhensions à un moment donné, pensant que les primes pouvaient être revues à la baisse. Mais heureusement, tout est intact", a-t-elle affirmé. "C'est comme une nouvelle ère qui souffle sur la façon dont nous sommes payés. Mais seulement, les interrogations demeurent pour l'avenir : comment les choses vont-elles se passer une fois la phase des réclamations achevée le 30 juillet prochain ? C'est la question que nous nous posons tous", s'est plutôt in-

terrogé, de son côté, Constant Alfred M., agent au ministère de des Eaux et Forêts. Quoiqu'il en soit, cette mesure gouvernementale a l'avantage d'œuvrer pour la suppression des doubles salaires perçus par certains agents, de débusquer les fonctionnaires fictifs, mais également de régler le problème d'absentéisme dans la Fonction publique et de contrôler la maîtrise et l'optimisation de la masse salariale du pays. Car, l'Etat gabonais compte une masse salariale de plus de 710 milliards de francs pour 105 mille fonctionnaires.

Au ministère de la Fonction publique
À l'heure des réclamations !

Rudy HOMBENET A.
 Libreville/Gabon

La distribution des bons de caisse à Libreville a connu un petit temps mort hier. L'affluence des jours d'avant s'est plutôt déportée vers les banques et le ministère de la Fonction publique où sont reçues les revendications.

ALORS que certains fonctionnaires étaient aux guichets des banques ce mercredi 25 juillet pour percevoir leurs émoluments, d'autres faisaient grise mine. La forte affluence observée au ministère de la Fonction publique témoignait de l'ampleur des réclamations. De nombreux agents publics civils de l'Etat n'ont pu se rendre aux lieux de paiement, victimes de ce qu'ils ont ap-

pelé des dysfonctionnements de l'opération. C'est donc pour tenter de trouver des réponses à leurs problèmes qu'ils ont afflué au ministère. Il est vrai que pendant que certains essayaient encore de se procurer le précieux bon de caisse, d'autres s'interrogeaient sur l'absence d'approvisionnement de leurs comptes bancaires. Parmi ces derniers, il y avait des agents affectés à l'intérieur du pays qui, contre toute attente, ont appris de leurs gestionnaires que leurs comptes n'avaient pas été approvisionnés (lire par ailleurs). C'est donc désappointés que certains de ces agents publics se sont tournés vers le staff technique en charge du dossier bons de caisse. Une dame en service au ministère de l'Énergie disait n'avoir pas retrouvé son bon de



Photo : Rudy Hombenet

L'ambiance au ministère de la Fonction publique hier, lors des réclamations.

caisse. Une autre du ministère de l'Éducation nationale s'étonnait de ce que son document se soit retrouvé à Tchibanga dans la province de la Nyanga. Dans la même lancée, un enseignant affecté à Okondja (Haut-Ogooué) et

présent à Libreville se plaignait de ne pas avoir reçu son salaire. "Je suis en vacances ici, puisque les cours sont bouclés. Je ne comprends pas pourquoi mon salaire n'est pas passé. Vous imaginez si jamais on me demande de me rendre

à mon lieu d'affectation pour remplir les formalités ? Nous sommes le 25, où vais-je trouver l'argent pour me rendre à Okondja ?", s'est-il interrogé. Dans ce volet des réclamations, on trouve aussi des

fonctionnaires en mission hors du Gabon. C'est le cas de cet agent du ministère de l'Éducation nationale qui explique être rentré de son stage au Maroc pour percevoir son salaire. C'est pour avoir des réponses à ces différentes préoccupations que nous nous sommes rapprochés du directeur général de la Fonction publique, qui n'a pas daigné nous recevoir. Il n'empêche : des équipes ont été constituées pour traiter les différents cas rencontrés. "Ils nous ont demandé de déposer nos dossiers, marquer nos numéros de téléphone puis attendre qu'ils nous appellent", a expliqué un agent reçu. Une commission sera mise en place pour examiner lesdits dossiers, dit-on. Pour l'heure, chacun croise les doigts en espérant trouver une solution à son problème.

Pas de décote pour ce mois de juillet

AJT
 Libreville/Gabon

ALORS que tous s'attendaient à voir la décote annoncée sur les salaires supérieurs ou égaux à 650 000 francs des fonction-

naires, le passage au guichet de paiement, hier, a révélé le contraire : rien n'a été fait pour ce 25 juillet. La décote n'a pas été appliquée sur les traitements des agents publics. De quoi réjouir plus d'un. Pour cause, "le gouvernement a décidé, il y a quelques jours, de reporter

à une date ultérieure l'application de cette mesure", indique-t-on au ministère de la Fonction publique. Il faut dire que l'information du report de la décote a été annoncée il y a quelques jours par le ministre de la Fonction publique Ali Akbar Onanga Y'Obegué.

Par ailleurs, notons qu'à côté de la décote, le ministre de la Fonction publique a annoncé la suppression dès le mois d'août prochain des bonifications pour certaines catégories de personnels. Le cas de la prime de servitude, pour les personnels de santé et enseignants. Selon le mi-

nistre de la Fonction publique, cette suppression vise essentiellement ceux qui n'exercent pas dans leur domaine de compétence. Pour dire que les médecins qui n'exercent pas dans les structures sanitaires ou encore l'enseignant qui n'est pas en poste dans un établisse-

ment scolaire ne percevra plus cette prime. "Ceux qui continuent de percevoir cette prime la percevaient de manière indue. Et si c'est une erreur des services, elle sera corrigée pour le mois d'août", annonçait déjà la semaine écoulée Ali Akbar Onanga Y'Obegué.